



DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille **vingt-trois**,
Le **vingt-sept octobre**,
le Conseil Municipal de la Commune de LE VAL (Var)
dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire,
en mairie sous la présidence de **Monsieur Jérémy GIULIANO, Maire**.
Date de convocation du Conseil Municipal : 19 octobre 2023.



Nombre de Conseillers :

en exercice : 27
Présents ou
Représentés : 24
Absents : 03
Votants : 24



Objet :

DELIBERATION RELATIVE AU TRANSFERT DE LA COMPETENCE REGLEMENT LOCAL DE LA PUBLICITE MODIFICATION DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION PROVENCE VERTE

Présents : MM. Jérémy **GIULIANO** - Christian **BENTOUMI** - Jeanne **CAVALLARO** - Gisèle **CONFORTI PERNEY** - Steve **COURDOUAN** - Jean **CULINATI** - Géraldine **DUDON** - Max **FABRE** - Patrick **FALANTIN** - Franck **JAMAIN** - Colette **LAIRE** - Julien **LASSAUQUE** - Christian **LEFEVRE** - Michel **MAUREL** - Luc **PERNEY** - Corinne **RINAUDO** - Georges **AYMONIN** - Olivier **BARALE** - Josiane **VILAIN**.

Représentés : MM. Alain **ALBERTI** représenté par Michel **MAUREL** - Colette **ALEXANDRE** représentée par Géraldine **DUDON** - Anastasia **BRENGUIER** représentée par Luc **PERNEY** - Anaïs **DUFEUX** représentée par Jérémy **GIULIANO** - Marie-Sylvie **GROVER** représentée par Jean **CULINATI** -

Absents : MM. Sophie **ARGOUARC'H** - Laurence **BERLEMONT** - Norbert **GIRAUD**.

Secrétaire de séance : Mme Jeanne CAVALLARO.



Rapporteur : M. Michel MAUREL

Monsieur le Maire informe l'Assemblée qu'à compter du 1^{er} janvier 2024, la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 « Climat et Résilience » prévoit un transfert de la police de la publicité aux maires, que leur commune soit ou non couverte par un RLP.

Toutefois, pour les communes de moins de 3 500 habitants appartenant à un EPCI qui n'est pas compétent en matière de PLU – ce qui est le cas de la Communauté d'Agglomération Provence Verte –, les pouvoirs de police sont transférés non aux maires mais au président de l'EPCI.

Pour éviter cette situation, qui concernera 20 communes de la Communauté d'Agglomération Provence Verte, le Conseil communautaire a approuvé la prise de compétence facultative Règlement Local de Publicité Extérieure (RLPE), par délibération n° CC – 2023 - 132 en date du 29 septembre 2023, dans l'objectif de :

- Elaborer un Règlement Intercommunal qui se substituera aux règlements locaux existants ou en cours d'élaboration ;
- Déléguer le pouvoir de police de la publicité aux maires sur le ressort de leurs territoires.

La commune du Val – dont le projet de RLP a été arrêté en conseil municipal le 28 septembre 2023 et sera bientôt soumis à enquête publique – voit tout son travail réduit à néant, en effet, il ne lui sera pas possible d'approuver son RLP après Communauté d'Agglomération Provence Verte le 1^{er} janvier 2024, ni de le mettre en application car la compétence sera exercée par la Communauté d'Agglomération Provence Verte à compter de cette date.

En conséquence, Monsieur le Maire propose à l'Assemblée de demander à la Communauté d'Agglomération Provence Verte de reporter le transfert facultatif de cette compétence afin que la commune puisse approuver son RLP en cours d'élaboration, et que le modèle de délibération concordante ci-dessous, transmise par la CAPV à chaque commune, fasse l'objet d'un double refus :

- Refus du transfert de compétence RLP à la Communauté d'Agglomération Provence Verte au 1^{er} janvier 2024 ;
- Refus d'approbation des statuts modifiés de la Communauté d'Agglomération Provence Verte liés à ce transfert.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation territoriale de la République (NOTRe) ;

VU la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;

VU la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ;

VU l'arrêté préfectoral n° 41/2016 BCL en date du 05 juillet 2016 portant création de la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte (CAPV) ;

VU l'arrêté préfectoral n° 415/2021 BCLI du 20 octobre 2021 portant approbation des statuts modifiés de la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte (CAPV) ;

VU la délibération du Conseil Communautaire n° CC – 2023 - 132 en date du 29 septembre 2023 approuvant la modification des statuts de la CAPV sur les points suivants :

- Prise de la compétence facultative « Règlement Local de Publicité Extérieure » au 1^{er} janvier 2024,
- Autres modifications diverses de régularisation,

VU le projet de statuts modifiés annexé à la présente ;

Considérant que le Règlement Local de la Publicité Intercommunal (RLPI) constitue un outil de planification de l'affichage publicitaire sur le territoire intercommunal. Il a vocation à assurer la cohérence de la politique d'aménagement à l'échelle intercommunale

Considérant que le RLPI permet d'améliorer la protection du cadre de vie en adaptant la réglementation nationale aux spécificités locales. Il peut ainsi mieux protéger les secteurs d'intérêt patrimonial, architectural et paysager,

éviter les implantations inadaptées et anarchiques mais aussi spécifier une homogénéisation des dispositifs autorisés ;

Considérant qu'en application de l'article L5211-17 du CGCT les communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale peuvent à tout moment transférer, en tout ou partie, à ce dernier, certaines de leurs compétences dont le transfert n'est pas prévu par la loi ;

Considérant que ces transferts sont décidés par délibérations concordantes de l'organe délibérant de l'EPCI et des conseils municipaux, se prononçant dans les conditions de majorité requise pour la création de l'établissement public de coopération intercommunale ;

Considérant, que le conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois, à compter de la notification à la commune-membre de la délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale, pour se prononcer sur les transferts proposés. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable ;

Considérant que le transfert de cette compétence entraîne la modification des statuts de la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte ;

Considérant que cette nouvelle compétence est inscrite en compétence facultative de la communauté d'agglomération.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir entendu l'exposé,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

Demande à la CAPV de reporter le transfert facultatif de cette compétence afin que la commune puisse approuver son RLP en cours d'élaboration.

En conséquence :

- Refuse le transfert de compétence RLP à la Communauté d'Agglomération Provence Verte au 1^{er} janvier 2024 ;
- Refuse d'approuver les statuts modifiés de la Communauté d'Agglomération Provence Verte liés à ce transfert.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

La secrétaire de séance,
Jeanne CAVALLARO

Le Maire,
Jérémy GIULIANO

Envoyé en préfecture le 08/11/2023

Reçu en préfecture le 08/11/2023

Publié le

ID : 083-218301430-20231027-2023_069-DE


